

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1457 - 1er février 1990 - 2,5F

D 1457 **PARAGUAY: DÉFENSE DES PAYSANS ET CRITIQUE
DU GOUVERNEMENT**

Le 3 février 1990 marque le premier anniversaire de la chute du général Stroessner et l'arrivée au pouvoir du général Rodríguez (cf. DIAL 1382). La libéralisation politique a eu pour effet, entre autres choses, la multiplication des occupations de terres par des paysans démunis, un problème déjà ancien (cf. DIAL D 1014). Dans l'interview ci-dessous publiée dans *Noticias Aliadas* du 14 décembre 1989, Mgr Mario Medina donne son point de vue. L'évêque de Benjamín Aceval, près d'Asunción, était qualifié d' "évêque rouge" par Stroessner.

Note DIAL

INTERVIEW DE MGR MARIO MEDINA SUR LE PROBLÈME DE LA TERRE

Question - Pensez-vous que le président Rodríguez envisage une solution au problème de la terre?

Jusqu'à présent le gouvernement n'a pas élaboré de réponse satisfaisante au problème comme, par exemple, une réforme agraire intégrale. Les autorités ne cherchent qu'à éviter les explosions sociales. Mais à mesure que le temps passe la situation empire.

Q. - Quelle serait la solution appropriée?

Il y a beaucoup de grands domaines et de terres à l'abandon au Paraguay. La plupart de leurs propriétaires sont des militaires. Rodríguez lui-même est l'une des personnes les plus riches après Stroessner. De nombreux domaines de ce type doivent être expropriés et, dans bien des cas, confisqués sans aucune compensation. Il ne devrait pas exister de situation comme celle, par exemple, d'un seul homme, Carlos Casado, possédant 1,5 millions d'hectares, qui devraient être confisqués.

Q. - Pour le gouvernement ce serait une violation du droit à la propriété privée.

Le gouvernement défend ses intérêts. Ce gouvernement est constitué d'oligarchies, de chefs d'entreprises et de militaires constituant la classe privilégiée du Paraguay. La doctrine sociale de l'Eglise soutient que le droit de propriété n'est pas absolu, en particulier quand il existe un grand nombre de paysans ayant des besoins urgents. Les lois paraguayennes stipulent que les domaines de l'Est du pays, la région agropastorale la plus riche, ne peuvent avoir qu'un maximum de 10.000 hectares de terres non cultivées. Mais le gouvernement et les propriétaires terriens invoquent la loi quand elle leur convient et l'oublie en cas contraire.

Q. - Les paysans ont-ils le droit d'occuper des terres non cultivées?

Oui, car on ne peut accepter une situation dans laquelle des enfants sont sous-alimentés et des terres ne sont pas cultivées. Le problème c'est que "les nouveaux riches", ceux qui le sont devenus sous Stroessner, se sont appropriés les terres ayant de la valeur mais bien peu d'entre eux les travaillent.

Q. - A votre avis, quels ont été les changements les plus importants depuis que le général Rodríguez a pris le pouvoir?

Nous avons maintenant la liberté d'expression, d'organisation et de presse, ce qui constitue un virage à 180°. Mais la situation économique et sociale - chômage, manque de terres, inflation - loin d'avoir changé a empiré. Pourquoi? Parce que, quand il y a liberté d'organisation, les gens peuvent manifester et protester. Ainsi mesure-t-on la vraie dimension du problème.

Q. - Le rôle de l'Eglise a-t-il changé avec le nouveau gouvernement?

Sous Stroessner, l'Eglise était la seule institution que le régime ne pouvait pas contrôler. Nous laissons du temps à ce gouvernement car nous ne pouvons pas lui demander beaucoup dans un court délai, surtout quand on sait que Stroessner a corrompu tout le monde partout. Mais j'ai critiqué le comportement de l'armée envers les paysans qui occupent des terres. Les militaires disent qu'ils vont parler avec eux, mais ils arrivent armés à 4 H du matin, ils encerclent les paysans comme si c'étaient des criminels ou des subversifs pires que des bandits.

Q. - Les évêques ont été critiqués pour avoir accordé un soutien pressé au nouveau gouvernement. Cette façon de voir est-elle correcte?

Oui, mais c'était naturel vu l'euphorie et la joie que nous avons ressentie à la chute de Stroessner. Nous restons proches du gouvernement mais nous continuerons à défendre les droits de l'homme en prêchant la vérité et en réclamant la justice.

Q. - Quel est l'avenir de la démocratie paraguayenne?

Cela dépend du renforcement des organisations sociales et des partis politiques - c'est pour l'heure un désastre - et cela dépend aussi de notre effort d'éducation à la démocratie.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)